



ARRÊTÉ

Vente au déballage – Vente d’alliances neuves
SARL BIJOUTERIE ROUX
Hôtel Mercure 1 avenue Victor Hugo
Le 09 novembre 2024 et le 10 novembre 2024

N° AG 2024 - 1241

Le Maire de la Ville de Rodez,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,

Vu le Code du commerce, notamment les articles L. 310-2, L. 310-8 et L. 310-9,

Vu l’article R. 610-5 du Code pénal sanctionnant par une amende de première classe toute violation d’une interdiction ou le manquement aux obligations édictées par un arrêté de police,

Vu le décret n°2009-16 du 7 janvier 2009 relatif aux ventes au déballage et pris en application de l’article L. 310-2 du code du commerce,

Vu l’arrêté ministériel du 9 janvier 2009 relatif à la déclaration préalable des ventes au déballage devant être adressée au maire de la commune d’implantation de la braderie,

Vu la demande formulée le 15 août 2024, et adressée à la Ville par la SARL BIJOUTERIE ROUX,

Vu le récépissé de déclaration de vente au déballage en date du 23 septembre 2024,

Considérant que cette autorisation ne peut être donnée que sous réserve du respect des règles en matière de tranquillité, salubrité et sécurité publiques et que l’ordre public soit en tout état de cause préservé,

Arrête

Article 1 - La vente au déballage, dite objet, organisée par la SARL BIJOUTERIE ROUX, domiciliée 10 bis rue Neuve, est autorisée le 09 novembre 2024 et le 10 novembre 2024, n°1 avenue Victor Hugo Hôtel Mercure, sous réserve du respect de l’ordre public.

Article 2 – La SARL BIJOUTERIE ROUX, mettra en œuvre toutes les diligences nécessaires afin de préserver l’ordre public. Dans le cas contraire, cette autorisation sera retirée à tout moment.

Article 3 - La présente décision est susceptible de recours administratif auprès de Monsieur Le Maire ou de recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, directement par courrier ou par l’application informatique « Télérecours Citoyens » via le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision concernée.

Article 4 - Le Directeur Général des Services Communaux et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés de l’exécution du présent arrêté.
Ampliation du présent arrêté sera transmise à Madame la Préfète de l’Aveyron et à Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique.

Rodez, le 23 septembre 2024

Le Maire certifie exécutoire le présent arrêté
Transmis en Préfecture le 24 septembre 2024
Publié le 24 septembre 2024

Le Maire,
Pour le Maire,
L’Adjointe Déléguée,
Signé : Monique BULTÉL-HERMENT
Acte dématérialisé